

très populaires pour la pêche à la truite et au saumon, mais qui ne sont pas assez connues. Je pense que le ministère des Pêcheries devrait faire des efforts pour que les attraits touristiques de cette région soient mieux connus. En plus de repeupler les rivières avec plus de petits saumons ou de petites truites, il faudrait également éduquer la population afin qu'elle comprenne l'importance de cette industrie.

• (5.20 p.m.)

Je veux parler surtout de la protection des rivières. Certaines personnes se libèrent facilement de leurs responsabilités en disant qu'il est relativement facile de protéger ou de «contrôler» la pêche du saumon ou de la truite dans une mesure de peut-être 75 p. 100. Mais pour le reste, cela demande plus de capital humain, plus d'argent et, évidemment, il faut la coopération de la population, c'est-à-dire la coopération des gens demeurant dans ces endroits qui peuvent devenir des centres sportifs.

Par exemple, dans la province du Nouveau-Brunswick, on estime que la pêche au saumon rapporte à peu près 10 millions de dollars. Au fait, je peux citer le cas de petits villages de ma région comme, par exemple, celui de Tabusintac, qu'on connaît peut-être, qui compte une population d'environ 700 ou 800 personnes qui vivent exclusivement du tourisme, c'est-à-dire de l'argent qu'y dépensent les Américains ou les Canadiens qui s'y rendent pour pêcher le saumon, qui construisent un chalet et doivent, par conséquent, employer des gens.

On a tout simplement compris, dans ces endroits particuliers, qu'au lieu de réaliser un profit immédiat en détruisant le poisson, surtout illégalement, il faut protéger les rivières afin de réaliser des revenus plus considérables.

Maintenant, je voudrais assurer l'honorable ministre des Pêcheries que je suis disposé à appuyer les mesures à longue échéance que le gouvernement fédéral a prises pour résoudre les problèmes de l'industrie de la pêche, de préférence aux programmes à court terme.

Je pense que depuis déjà trop longtemps, non seulement dans le domaine des pêcheries, mais aussi dans d'autres domaines, on essaie de résoudre les problèmes de façon à obtenir des résultats immédiats plutôt que de recourir à la planification.

Je pense que, présentement, l'industrie de la pêche, dans l'Est du Canada comme à Terre-Neuve ou en Nouvelle-Écosse, est dans un dilemme. Au fait, lorsqu'il n'y a pas de marché, nous ne pouvons pas nous attendre à ce que l'action du gouvernement règle nécessairement le problème. Je pense que ce problème exige une sérieuse étude, et j'espère

[M. Breau.]

que le plan du gouvernement sera réaliste et donnera une certaine assurance aux pêcheurs, qui souhaitent le progrès technologique de la pêche, et des investissements considérables dans cette industrie.

Il faut dire aux petits pêcheurs s'il leur sera possible ou non de continuer à faire la pêche. Je pense que, à cause de ces solutions à court terme, l'aide du gouvernement n'a pas été efficace. On a peut-être fourni de l'aide pour un mois ou deux, peut-être même pour un an, mais on n'a pas favorisé l'établissement d'un marché garanti pour l'industrie de la pêche, et c'est ce qui importe. Lorsque nous aurons un marché important, qui rapportera beaucoup, l'industrie de la pêche sera viable.

Monsieur le président, j'ai parlé un peu des petits pêcheurs côtiers de ma région. Plusieurs se trouvent dans une brèche, si l'on peut dire. Ils ne peuvent progresser, peut-être à cause du manque de connaissances ou d'investissements. Ils ne peuvent posséder de gros bateaux ou s'adonner à la grande pêche. Ils désirent demeurer de petits pêcheurs. Je pense que ce problème devrait être étudié séparément de celui de l'industrie de la pêche en général. Au lieu de leur fournir de l'assistance sociale, je pense qu'il serait préférable que le ministère des Pêcheries ou le gouvernement étudie le problème du pêcheur côtier dans une autre optique.

[Traduction]

M. Marshall: Monsieur le président, je voudrais commencer par m'excuser auprès du député de Comox-Alberni s'il a cru que les députés de Terre-Neuve essayaient d'accaparer tout le temps du comité. Telle n'est pas notre intention et je puis l'assurer que si les problèmes de la côte ouest le préoccupent, nous sommes avec lui. Je tiens également à remercier le député de Surrey pour la bienveillance de ses paroles et de son appui.

Monsieur le président, je m'associe à mes collègues qui tiennent à souligner la gravité de la situation actuelle de la région atlantique dans le domaine des pêcheries. Je m'abstendrai, quant à moi, de parler des conséquences technologiques et de citer les statistiques. Les préopinants s'en sont d'ailleurs très bien chargé.

Ce que j'aimerais, c'est essayer de signaler avec sincérité et respect les problèmes humains des pêcheurs de ma province qui résulteront de la crise actuelle. Ils sont dus à la mauvaise administration, à l'apathie, aux négligences et manque de sens commun quand il s'agit d'une industrie qui pourrait être aujourd'hui florissante mais qui est en train de disparaître.

Chaque jour qui passe me retrouve plus frustré et désabusé, lorsque je m'assois à la